

Pourquoi l'Union européenne finance-t-elle les tortionnaires israéliens ?

Par Ali Abunimah, le 27 juin 2017



Le chef de recherche de l'UE Carlos Moedas rencontre le premier ministre israélien à l'occasion d'une visite au mois de mai pour célébrer le rôle d'Israël dans Horizon 2020, programme de recherche de l'UE qui finance les tortionnaires (via l'Union Européenne en Israël).

L'Union européenne finance illégalement les tortionnaires israéliens et doit cesser, a conclu une association d'éminents experts juridiques internationaux.

Ils affirment que le programme de LAW-TRAIN viole les règles de l'UE et le droit international parce que l'un des participants, le ministère israélien de la sécurité publique, « est responsable ou complice de torture et d'autres crimes

contre l'humanité et crimes de guerre ».

LAW-TRAIN a débuté en mai 2015 prétendument pour « harmoniser et partager les techniques d'interrogatoire entre les pays impliqués afin de faire face aux nouveaux défis en matière de criminalité internationale ».

Son financement passe par un programme de recherche de l'UE appelé Horizon 2020, qui a aussi fait passer des millions de dollars vers l'industrie israélienne d'armement.

Ample utilisation de la torture

LAW-TRAIN comprend l'université israélienne Bar-Ilan, le ministère israélien de la Sécurité publique, l'Université catholique de Louvain en Belgique, le ministère belge de la Justice, La Garde Civile (police paramilitaire espagnole) et la police roumaine. Dans son comité consultatif, il y a Cornelia Geldermans, procureure aux Pays-Bas.

Le Portugal en faisait originellement partie, mais s'est retiré l'année dernière face à la montée de l'opposition publique au rôle d'Israël dans le programme de l'UE.

Le fonctionnement de LAW-TRAIN est prévu jusqu'en avril 2018 et la moitié de son budget de presque 6 millions de dollars ira aux participants israéliens.

« L'utilisation de la torture par les interrogateurs israéliens a été très largement documentée dans la presse internationale et israélienne et confirmée par les enquêteurs internationaux et les interrogateurs israéliens eux-mêmes », a déclaré Michel Waelbroeck, responsable de l'avis juridique et membre de l'Institut de Droit International. « En juin 2016, le Comité contre la Torture de l'ONU a dénoncé l'utilisation de la torture par Israël et les techniques illégales et abusives utilisées pendant les interrogatoires par sa police et le personnel des prisons. »

Cette opinion est défendue par 25 experts juridiques et juristes internationaux, dont les anciens enquêteurs des droits de l'Homme Richard Falk, John Dugard et Laurens Jan Brinkhorst, ancien vice premier ministre hollandais et ancien directeur général de la Commission européenne.

Israël a un dossier très fourni sur la torture, y compris contre les enfants, et a systématiquement failli à son devoir d'investigation à la suite des plaintes pour mauvais traitements.

Financement illégal

En février, des centaines d'universitaires et d'artistes belges ont exhorté leur gouvernement à mettre fin à son soutien à LAW-TRAIN, et des questions ont été soulevées au Parlement européen sur ce projet.

Des organisations de droits de l'Homme de Palestine, Belgique et Espagne ont également écrit aux responsables de l'UE pour exprimer leur inquiétude à propos du soutien aux entités israéliennes engagées dans la torture.

Comme l'opposition à LAW-TRAIN grandissait, la Commission Européenne, appareil administratif exécutif de l'UE, a conduit une évaluation par un « groupe d'experts indépendants » qui a conclu que le programme était en « conformité bonne à excellente » avec les lois de l'UE, y compris la Charte Européenne des Droits Fondamentaux.

Mais les experts juridiques affirment que l'examen a ignoré des règlements clefs de l'UE qui interdisent le financement d'individus ou d'organisations qui s'engagent dans « une grave mauvaise conduite professionnelle » telle que la torture.

Les experts juridiques concluent que, parce que le ministère israélien de la Sécurité publique est « coupable d'infractions graves et continues » à l'interdiction européenne et internationale de la torture, le financement par l'UE est

illégal.

Mais loin d'agir pour tenir Israël pour responsable de torture, Carlos Moedas, directeur de recherche à l'UE, est récemment allé en Israël pour célébrer son implication dans Horizon 2020.

Manifestation en France

Alors que les plus hauts responsables de l'UE resserrent leur étreinte avec le régime israélien d'occupation, d'apartheid et de colonisation de peuplement contre les Palestiniens, des citoyens européens continuent à demander la fin de cette complicité.

Des militants de BDS France ont tenu cette manifestation samedi au Salon de l'Aéronautique de Paris devant le pavillon du fabricant d'armes israélien Elbit Systems.

On peut voir dans la vidéo les manifestants mettant en scène un « die-in » et tenant une banderole qui dénonce le fait qu'Israël teste ses armes sur les Palestiniens.

Les manifestants ont appelé à un embargo sur les armes, la fin de la coopération militaire avec Israël et le soutien à la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions.

Elbit est l'un des plus importants fabricants de drones qu'Israël a utilisés pour tuer des civils palestiniens. Un contrat avait été passé par l'administration Obama pour qu'il lui fournisse la technologie de surveillance le long de la frontière américano-mexicaine.

Elbit a été aussi un important bénéficiaire des financements de l'Union Européenne.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)